

Burundi : une ONG contre la corruption dénonce la situation économique

RFI, 27-04-2017 Il y a deux ans, le Burundi commençait à sombrer dans une grave crise politique suite à la décision du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat obtenu quelques mois plus tard. Dans un communiqué paru hier, l'ONG burundaise Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome) dresse un effrayant bilan socio-économique de ces deux ans de crise. [Photo : Gabriel Rufyiri, président de l'Olucome.]

En deux ans, le pays a dégringolé dans l'ensemble des classements internationaux comme le PIB, l'indice de développement humain, la bonne gouvernance et même l'indice mondial du bonheur où il occupe désormais l'avant-dernière place. L'Olucome interpelle les chefs d'Etat de la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est qui doivent se réunir le 10 mai afin qu'ils forcent les acteurs de la crise à négocier pour que la stabilité revienne au Burundi. Gabriel Rufyiri : « Que ça soit au niveau de la démographie, au niveau des droits de l'homme, du taux de chômage, tout est bloqué au pays. Trouver un médicament spécial au Burundi, c'est quasi impossible. La bourse des étudiants a été coupée. Avant 2015, on avait huit sociétés contrôlées. Il ne reste que deux sociétés contrôlées. Les hôpitaux voient leur chiffre d'affaires chuter à plus de 50%. Le pouvoir achète des citoyens a sensiblement diminué, mais paradoxalement le gouvernement augmente de jour en jour les taxes. Il n'y a aucun projet au pays qui est en perspective. C'est ça en fait qui nous dérange. Il suffit seulement de regarder dans le budget de l'Etat. Le budget de l'Etat, c'est un budget de consommation au lieu en fait d'avoir un budget d'investissements. »

À

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});